

# Femmes, genre, économie et développement : enjeux, pratiques

dimanche 27 février 2011

**Comment expliquer la persistance des inégalités femmes-hommes dans le domaine économique et du travail sans prendre en compte le travail invisible des femmes, leur prise en charge de la quasi totalité des tâches de la sphère domestique, les rapports de pouvoir, l'assignation à des fonctions et des rôles, l'imposition des stéréotypes sexistes ?**

En 2011, la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, était placée par les [Nations unies sous l'égide du thème](#) "L'égalité d'accès à l'éducation, à la formation, aux sciences et aux technologies : vers un travail décent pour les femmes".

Si l'éducation et la formation sont essentielles, suffisent-elles pour que cesse la précarité du travail des femmes ? Et l'activité économique des femmes se réduit-elle à la notion classique de travail ?

La participation des femmes à l'économie et au « développement » constitue un enjeu économique et social majeur, mais aussi culturel et idéologique au Nord comme au Sud. Il est à l'agenda des politiques publiques et dans les initiatives mises en œuvre par une diversité d'acteurs de la société civile, à commencer par les femmes et organisations de femmes. Les objectifs fixés depuis des années en Europe, égalité salariale, participation des femmes aux postes décisionnels, accès à une diversité de métiers... ne sont toujours pas atteints malgré des successions de directives et de lois nationales.

En France, 60 % des femmes travaillent dans six groupes de métiers sur 30 groupes répertoriés. Le métier de secrétaire est ainsi féminin à 98 %. 30% des femmes travaillent à temps partiel (5% des hommes). Elles ne constituent que 7% des cadres dirigeants des 5000 premières entreprises françaises. L'inégalité de salaire reste en moyenne de 16 % à travail égal.

Dans la plupart des pays du Sud, le pourcentage des femmes qui travaillent dans l'économie informelle est plus élevé que celui des hommes. Plus de 60 % des travailleuses sont dans l'emploi informel en dehors du secteur de l'agriculture, et lorsqu'on prend l'agriculture en compte, les chiffres sont encore plus élevés. Même dans l'économie informelle, les femmes sont concentrées au bas de l'échelle, là où les déficits de travail décent sont les plus grands.

La lenteur des évolutions, la persistance des inégalités et des discriminations, comme les divergences d'analyses et de positionnements entre institutions de développement, ONG, mouvements de l'économie solidaire... offrent un sujet de questionnement permanent sur les rapports de pouvoir entre acteurs, sur la nature même de l'économie, de la richesse, et finalement de la notion et de la finalité du développement. Encore une fois, l'analyse des rapports sociaux de sexe peut être un fil conducteur pour aller au-delà des visions technicistes ou quantitatives du développement économique. Comment expliquer la persistance des inégalités sans prendre en compte le travail invisible des femmes, leur prise en charge de la quasi totalité des tâches de la sphère domestique et du « care », rendant possible le travail productif, les rapports de pouvoir, de domination, l'assignation à des fonctions et des rôles, l'imposition des stéréotypes sexistes ?

En France, la loi du 13 janvier dernier impose aux conseils d'administration et aux conseils de surveillance des entreprises cotées et des entreprises publiques de compter au moins 20% de femmes en 2014 et au moins 40% en 2017. Cette politique de quotas permettra à quelques femmes d'accéder à des postes à responsabilité, mais ne risque-t-elle pas de creuser des inégalités entre femmes ? Ne s'inscrit-elle pas dans une vision très classique de l'économie et du travail ?

A l'autre bout de la « hiérarchie sociale », pourquoi les initiatives foisonnantes de femmes - par exemple des femmes issues des migrations - dans le domaine coopératif, de l'économie sociale, des solidarités, sont-elles aussi peu prises en compte et soutenues ?

**Dans le cadre des événements liés à la Journée internationale des femmes, Adéquations a participé au débat sur ces enjeux, en intervenant le jeudi 10 mars 2011 au colloque "Femmes, économie et développement".**

Ce colloque était organisé par l'ADEL au Conservatoire national des arts et métiers à l'occasion de la parution du livre « Femmes, économie et développement ; de la résistance à la justice sociale », publié aux éditions IRD ERES sous la direction de Isabelle Guérin, Madeleine Hersent, Laurent Fraisse.

- [Présentation du colloque et inscriptions](#)
- [Présentation de l'ouvrage](#)

**Urgent : deux campagnes citoyennes à soutenir pour les droits économiques, sociaux et environnementaux des femmes.** A l'occasion du 8 mars, des organisations de la société civile attirent l'attention sur des enjeux tels que l'impact sur les femmes de mécanismes en discussion dans les négociations sur le changement climatique ; les politiques discriminatoires et sexistes des multinationales du fruit vis-à-vis des femmes... [Voir notre article](#)

Toujours dans le domaine économique et social, Adéquations poursuit son travail d'accompagnement à l'intégration de l'approche de genre au sein du programme mobilisateur Genre et économie, les femmes actrices de développement. Adéquations fait partie d'un groupe de 12 ONG françaises et 30 partenaires africains, qui mettent en oeuvre, entre octobre 2009 et fin 2012 un ensemble de projets en Afrique de l'Ouest, portant sur les filières agroalimentaires, artisanales et l'entrepreneuriat féminin.

- [Présentation du programme](#)
- [Quelques articles d'analyse \(femmes et économie, travail informel, discriminations sur le marché du travail en Afrique\)](#)

---

**P.-S.**

- [Notre article sur l'égalité femmes-hommes dans les droits économiques, sociaux et culturels \(DESC\)](#)